

3 Revenu et épargne des ménages

En 2018, le revenu disponible brut (RDB) de l'ensemble des ménages augmente de 2,7 % en valeur, après + 2,2 % en 2017. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale accélère (+ 1,5 % après + 0,8 % en 2017) si bien que le pouvoir d'achat du RDB ralentit légèrement (+ 1,2 % après + 1,4 %). Compte tenu de l'évolution de la population et de la composition des ménages, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) progresse de 0,7 % après 0,8 % en 2017.

La progression du RDB de 2,7 % est principalement imputable aux revenus nets d'activité (contribution de + 2,8 points), ce qui est le cas depuis 2015. Pour la première fois depuis 2011, les revenus du patrimoine contribuent significativement à la hausse du RDB (+ 0,8 point), tout comme les prestations sociales en espèces (+ 0,8 point). Comme les années précédentes, mais de façon beaucoup plus marquée, les impôts courants (- 1,6 point) pèsent négativement sur le RDB.

Les salaires nets perçus par les ménages progressent, en valeur, plus vite qu'en 2017 (+ 4,7 % après + 3,0 % en 2017) en raison de la forte baisse des cotisations salariales (- 8,3 %). Ainsi, le salaire net par tête accélère fortement (+ 3,7 % après + 1,9 % en 2017) tandis que le salaire brut par tête ralentit légèrement (+ 1,8 % après + 2,0 %) et que l'emploi salarié progresse à un rythme proche de celui de 2017 (+ 1,0 % après + 1,1%). Le revenu mixte brut des entrepreneurs individuels fléchit en 2018 (- 0,3 %), mais la baisse des cotisations des indépendants (- 5,0 %) permet au revenu mixte net de progresser (+ 1,2 % après + 1,5 % en 2017).

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages progressent plus rapidement qu'en 2017 (+ 2,3 % contre + 1,5 % en 2017), mais elles sont globalement stables en termes réels. Les prestations vieillesse accélèrent (+ 2,7 % après + 1,7 % en 2017). Les prestations familiales sont stables et la progression des dépenses d'assurance maladie est contenue, l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) augmente de 2,3 % en 2018.

Les revenus du patrimoine accélèrent (+ 4,1 % après + 1,0 %) en raison principalement de la forte hausse des dividendes reçus par les ménages (+ 24,3 % après - 2,3 % en 2017), hausse qui peut s'expliquer en partie par la mise en place en 2018 du prélèvement forfaitaire unique. Les revenus tirés des loyers (réels et imputés) progressent au même rythme qu'en 2017 (+ 2,5 %), portés par la baisse de la consommation de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les crédits immobiliers.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages accélèrent fortement (+ 9,6 % après + 2,4 %), essentiellement en raison de la bascule des cotisations salariales vers la CSG. En revanche, le remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune par l'impôt sur la fortune immobilière ainsi que la mise en place progressive du dégrèvement de taxe d'habitation ont joué à la baisse.

Alors que les ménages voient leur revenu disponible brut croître de 2,7 %, leurs dépenses de consommation finale augmentent de + 2,4 % en valeur. Après avoir atteint un point bas en 2017 (13,9 %), le taux d'épargne remonte à 14,2 % en 2018.

Après un fort rebond en 2017 (+ 8,2%) qui succédait à quatre années de baisse entre 2011 et 2015, l'investissement des ménages (essentiellement en logement) ralentit (+ 3,8 %), si bien que leur taux d'épargne financière progresse de + 0,2 point.

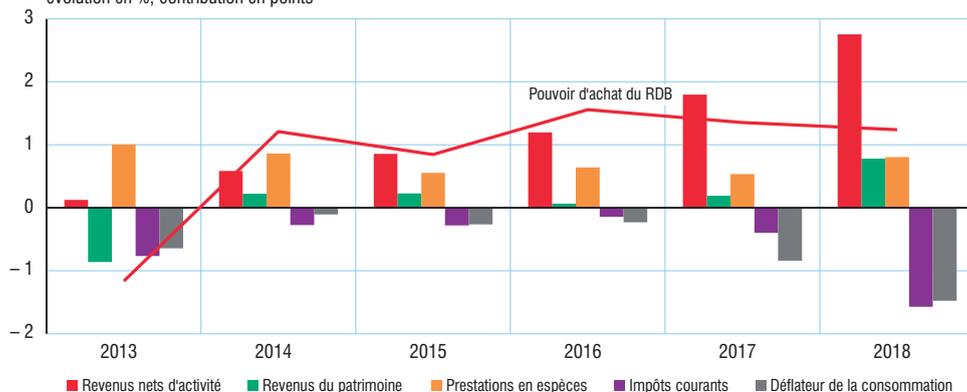
Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ceux-ci disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages consomment également des biens et services dont le coût est pris en charge par la collectivité : éducation, santé, allocations logement, etc. Le **revenu disponible ajusté des ménages**, qui englobe ces dépenses, progresse en 2018 à un rythme inférieur au revenu disponible brut (+ 2,4 % contre + 2,7 %) après avoir été autant ou plus dynamique entre 2008 et 2017. Les transferts sociaux en nature augmentent en effet moins vite (+ 1,3 %) que le RDB, en raison notamment de la baisse des APL. ■

Définitions

Revenu disponible ajusté des ménages : il est égal au revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

1. Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages

évolution en %, contribution en points



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2. Revenu disponible brut des ménages

en %

	En milliards d'euros		Évolutions					
	2018	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Rémunération des salariés	1 251,9	2,3	1,6	1,6	1,5	1,9	3,0	2,8
Salaires et traitements bruts	918,4	2,0	1,3	1,2	1,7	2,2	3,1	2,9
Cotisations employeurs	333,5	3,0	2,3	2,7	0,9	1,1	2,5	2,6
Revenu mixte brut	121,3	0,6	-2,9	1,2	-0,4	-0,2	1,3	-0,3
Excédent brut d'exploitation	188,8	2,2	0,8	1,4	2,1	2,2	2,5	2,5
Revenus nets de la propriété	82,0	-1,1	-13,5	0,7	-0,8	-3,8	-2,4	8,3
dont consommation finale de Sifim	5,5	-24,4	-14,2	-12,6	25,4	-4,7	-2,3	-6,9
Revenus primaires	1 644,1	1,9	0,2	1,5	1,3	1,5	2,5	2,8
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	248,3	8,9	4,9	1,7	1,7	0,9	2,4	9,6
Cotisations	480,2	3,3	3,0	2,8	1,2	1,4	2,7	-0,8
dont cotisations salariales obligatoires	89,5	3,3	5,3	3,4	3,0	3,1	4,4	-11,3
Prestations sociales en espèces	504,9	3,8	2,9	2,4	1,5	1,8	1,5	2,3
Transferts divers nets reçus	0,8	-40,3	7,0	-21,8	-292,1	-49,1	-166,5	24,0
Revenu disponible brut	1 421,2	1,0	-0,5	1,3	1,1	1,8	2,2	2,7
Transferts sociaux en nature	409,0	2,2	2,1	2,4	1,6	1,6	2,4	1,3
Revenu disponible brut ajusté	1 830,3	1,3	0,1	1,6	1,2	1,8	2,3	2,4
Consommation effective des ménages	1 628,8	1,2	1,4	1,2	1,7	1,9	2,3	2,1
Épargne brute	201,5	1,4	-9,5	4,1	-2,5	0,4	2,0	5,0
Formation brute de capital fixe	136,3	-0,6	-1,0	-1,0	-1,0	3,0	8,2	3,8
Impôts en capital	14,4	4,6	5,8	8,1	18,7	1,4	14,8	0,4
Autres opérations	6,2	14,8	-19,1	-2,4	14,7	-1,5	2,9	-2,0
Capacité de financement	57,0	5,2	-24,8	12,9	-6,9	-4,9	-13,1	8,4

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Principaux ratios

en %

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Rémunération nette / RDB - avant impôts	48,4	48,7	48,5	48,7	48,8	49,2	49,7
Excédent brut d'exploitation / RDB - avant impôts	11,2	11,3	11,3	11,4	11,4	11,4	11,3
Revenu mixte / RDB - avant impôts	8,2	7,9	7,9	7,8	7,6	7,6	7,3
Revenus de la propriété nets / RDB - avant impôts	6,2	5,3	5,3	5,2	4,9	4,7	4,9
Prestations sociales en espèces / RDB - avant impôts	29,6	30,4	30,7	30,9	30,9	30,7	30,2
Impôts sur le revenu / RDB avant impôts	13,4	14,0	14,1	14,2	14,0	14,1	14,9
Taux d'épargne (Épargne brute / RDB)	15,6	14,2	14,6	14,1	13,9	13,9	14,2
Taux d'épargne ajustée (Épargne brute / RDBA)	12,2	11,0	11,3	10,9	10,8	10,7	11,0
Taux d'épargne financière (Capacité de financement / RDB)	6,2	4,7	5,2	4,8	4,5	3,8	4,0

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.